

Les subsides

Comme je l'ai dit plus tôt, le Conference Board a fait savoir que ces tristes prévisions économiques proviennent en grande partie de ce que les taux d'intérêt continuent à être élevés, particulièrement par rapport à notre taux d'inflation. Est-ce que cela gêne le ministre? Non, le ministre n'est pas gêné par l'augmentation des taux d'intérêt. Nous l'avons entendu cette semaine nous dire qu'il se moquait des dommages que pouvait causer l'augmentation des taux d'intérêt. Je sais que vous ne me croyez pas, monsieur le Président, par conséquent, je vais vous lire la partie du hansard dans laquelle il s'en moque. Il dit, à la page 2550 du hansard:

... j'ai bien souligné qu'en dépit de l'augmentation des taux d'intérêt survenue au Canada et aux États-Unis durant les dernières semaines, on ne doit pas conclure nécessairement qu'il y aura un impact négatif sur les emplois et le taux de croissance de l'économie canadienne pas plus que de l'économie américaine.

Il dit que nous ne devrions pas nécessairement conclure ceci ou cela. Est-ce là quelqu'un qui parle au nom d'un gouvernement? Si les taux d'intérêt continuent à augmenter, la seule conclusion que nous pouvons en tirer est qu'il n'y aura pas de reprise économique. Nous avons vu qu'un taux d'intérêt de 11 p. 100 arrête la reprise immédiatement. Est-ce que 11½ p. 100 sera mieux?

Nous ne devrions pas nécessairement conclure ceci et cela. Je peux nécessairement en conclure que le ministre ne se rend pas compte de ce qui se produit. Il nous a servis trop longtemps. Lui et son gouvernement sont fatigués et n'ont pas d'idées neuves qui modifieraient la politique économique. Ils devraient faire ce que demande la résolution. Ils devraient démissionner, déclencher des élections et laisser les gens déterminer qui doit sortir le pays de ce malaise économique dans lequel ils nous ont conduits.

A la page 2550 encore du hansard, le ministre disait:

Le gouvernement ne favorise pas une hausse des taux d'intérêt.

● (1610)

Formidable, monsieur le Président. Alors quand se décidera-t-il à freiner cette hausse? Personne ne veut que les taux d'intérêt augmentent. Quelle façon pour un ministre que de répondre par des balivernes semblables à la Chambre. Il ajoute que nous vivons dans la réalité et que nous sommes sur le continent nord-américain. Il l'avait oublié il y a trois ans. Il s'apprêtait à buter les Américains dehors. Aujourd'hui, il couche dans le même lit.

Il a aussi ajouté que les économies canadienne et américaine étaient extrêmement dépendantes l'une de l'autre. Nous sommes entre les mains de cabotins, monsieur le Président. Si nous ne les remplaçons pas, Dieu seul sait ce qui nous pend au bout du nez et quel sera notre avenir économique.

Malheureusement, je ne pourrai pas couvrir tous les points que j'aurais voulu puisque je ne dispose que de vingt minutes. Dans ses propos à la Chambre cette semaine, le ministre n'a pas dit que son budget de février reposait sur une baisse des taux d'intérêt. Je n'ai pas le temps de le citer en long et en large, mais j'invite les intéressés à lire ses propos sur l'économie canadienne en reprise, notamment ce passage à la page 15 du budget:

D'autres progrès doivent être accomplis dans l'abaissement des taux d'intérêt et du rythme d'augmentation des coûts si l'on veut que le secteur des entreprises retrouve sa vigueur et devienne un élément de soutien de la reprise.

Voilà ce qu'il disait dans son budget, mais cette semaine à la Chambre, il nous a prévenus de ne pas nous inquiéter de la

hausse des taux d'intérêt, qu'elle n'aura pas nécessairement lieu. Pourquoi aurait-il fait cette mise en garde dans son budget du 15 février s'il n'y a pas lieu de s'inquiéter et si rien n'est certain? Plus loin dans son budget, il ajoutait ceci:

Sans un retour graduel des taux d'intérêt réels à un niveau plus normal, la croissance réelle à moyen terme, au Canada et à l'étranger, risque d'être plus faible que projetée.

Croyez-m'en, monsieur le Président; ce risque est des plus réels. Il n'y aura pas de croissance moyenne au Canada si les taux d'intérêt continuent d'augmenter.

Le ministre n'est pas non plus un devin pour prédire l'avenir, monsieur le Président. Le 19 octobre 1983, il a prédit que les taux d'intérêt accuseraient une nouvelle baisse de 2 à 3 p. 100 dans les six mois suivants. Or, ils ont plutôt augmenté de 0.5 p. 100, au lieu de diminuer de 2 ou 3 p. 100. Et dire que le ministre des Finances a fait pareille prédiction et que celle-ci s'est révélée erronée! Le 11 mai, il a déclaré que les taux d'intérêt demeureraient stables. Que veut dire le mot «stable» si ce n'est pas que les taux d'intérêt devraient pas subir de fluctuation? Il a soutenu que ces taux demeureraient stables pour la majeure partie de 1984 et qu'ils accuseraient une baisse vers la fin de l'année. C'est bien tant pis pour quiconque prête foi aux prédictions du ministre des Finances.

En dernier lieu, monsieur le Président, je voudrais vous entretenir d'une autre insigne erreur que le ministre a commise, délibérément ou non, à la Chambre cette semaine. Le mardi 27 mars, il a déclaré, comme en témoigne le hansard à la page 2467, ce qui suit:

Nous avons besoin d'importants emprunts étrangers parce que nous n'avons pas suffisamment de ressources, dans notre pays, pour lui permettre d'exploiter pleinement ses possibilités.

A quoi il a ajouté . . .

M. le vice-président: Je suis navré d'avoir à interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il lui sera cependant possible de poursuivre si la Chambre lui accorde son consentement unanime.

Des voix: D'accord.

M. Pepin: Nous lui accordons une seule minute de plus.

M. Crosbie: Je vous remercie, monsieur le Président, ainsi que les autres députés pour m'avoir accordé une minute supplémentaire.

Mardi dernier, le ministre a également déclaré que nous avons eu un apport net de capitaux de 5.5 milliards de dollars l'an dernier. A la page 2468 du hansard, il a affirmé ce qui suit:

Nous avons donc eu un apport net d'investissements étrangers de 5.5 milliards de dollars au Canada en 1983. Le député doit tenir compte des deux aspects de la question et reconnaître qu'il est entré plus de capitaux au Canada en 1983 qu'il n'en est sorti.

C'est complètement faux, monsieur le Président. Je ne pense pas que le ministre ait délibérément tenté de nous induire en erreur; il ne sait tout simplement pas où il en est. Je vais vous dire quelle était la véritable situation du Canada en 1983 au sujet de ce que le ministre appelle une entrée nette de capitaux. Il y a eu pour 200 millions de dollars d'investissements directs au Canada, et les Canadiens ont investi 2,525 millions à l'étranger la même année. Il n'y a donc pas eu une entrée nette de capitaux de 5.5 milliards; il y a eu une sortie nette d'investissements directs de 2,525 millions. Les Canadiens envoient leur argent à l'étranger parce qu'ils ne font pas confiance au